

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Convention

♦ Après s'être prononcé, le 13 mars dernier, pour la définition d'une personnalité juridique unique de l'Union européenne dans le cadre du processus de constitutionnalisation, le Parlement a apporté, le 16 mai dernier, une nouvelle contribution aux travaux de la Convention, en adoptant le rapport du député Alain Lamassoure (PPE, France) sur "La délimitation des compétences entre l'Union et les Etats membres". Ce rapport se prononce pour une délimitation souple des compétences de l'Union se répartissant entre : la compétence de principe des Etats membres, celles propres à l'Union et les compétences partagées. Il considère également indispensable de prévoir une clause évolutive pour éviter de fixer de manière trop rigide le système de répartition des compétences, et juge nécessaire de prévoir un mécanisme de caractère exceptionnel fonctionnant dans les deux sens, et permettant de renvoyer certaines compétences (le Parlement étant associé à la décision). Il estime également nécessaire de renforcer les principes de subsidiarité et de proportionnalité. A cette fin, il propose : qu'un membre de la Commission soit chargé de contrôler l'application du principe de subsidiarité dans tous les textes présentés ; d'aménager, au sein de la Cour de justice, une chambre chargée des questions relatives à la constitution, aux compétences et aux droits fondamentaux. Enfin, il précise que la répartition des compétences à l'intérieur de chaque Etat membre relève de la compétence nationale.

♦ Dans une communication intitulée "Un projet pour l'Europe", la Commission se prononce pour une révision en profondeur des traités et pour un véritable texte constitutionnel. Elle se prononce également : pour une clarification des compétences et le maintien d'une marge de souplesse ; pour le maintien de la Commission "telle que l'ont voulue les fondateurs de l'Europe, en tant qu'institution indépendante qui assure l'égalité de traitement entre les Etats membres et représente concrètement le lieu de cohérence, de synthèse et de prise en compte de l'intérêt général" et demande plus de pouvoir en matière de politique extérieure et de sécurité commune, de justice et affaires intérieures et de monnaie commune.

♦ Lors de la réunion, le 27 mai dernier, du Conseil économique et social avec les représentants de la société civile, des groupes de travail ont été créés en vue de présenter des propositions à la Convention lors de la réunion avec la société civile des 24 et 25 juin prochains. Ces groupes, au nombre de huit, se réuniront successivement dans la première quinzaine de juin.

♦ Lors de sa réunion du 17 mai dernier, le groupe de travail "cohésion territoriale-subsidiarité" du CELSIG a élaboré un premier texte qui va être envoyé à la Convention et sera reproduit dans le prochain numéro du bulletin.

Services postaux

La directive sur la libéralisation des services postaux, avec les modifications proposées par le Parlement .../.

Convention

♦ After expressing its opinion, on 13th March 2002, in favour of the definition of a single legal personality of the European Union, within the framework of the process of constitutionalisation, the European Parliament, on 16 May, introduced an additional contribution to the Convention's activities by adopting the report from a Parliament member, Alain Lamassoure (PPE France), on "The demarcation of competences between the Union and Member States". This report is in favour of a flexible demarcation of competences in the Union, divided between: provisional competence of Member States, specific competences of the Union and shared competences. It also deems essential the provision of an evolving clause in order to avoid rendering the system of competence allocation too rigid and, considers necessary the provision of a mechanism of exceptional character, operating in both ways, enabling the transfer of certain competences (the Parliament being associated to the decision). The report also regards as necessary the strengthening of the principles of subsidiarity and proportionality. To this end, it suggests: that a member of the Commission be made responsible for the verification of the implementation of the principle of subsidiarity in all texts that are presented; setting up, within the Court of Justice, a division that will deal with matters of the constitution, competences and fundamental rights. Lastly, it stresses that the distribution of competences inside each Member State is a matter of internal affairs.

♦ In a communication entitled "A project for Europe" the Commission is calling for a profound revision of treaties and for a genuine constitutional text. It is also asking: for, a clarification of competences, the maintenance of flexibility margins; and the maintenance of the Commission "such as had been wished by the founders of Europe, an independent institution ensuring equality of treatment between Member States and effectively representing a place for coherence, synthesis and consideration of the general interest", further, it is asking for more political power in matters of external policy and joint security, justice and internal affairs and common currency.

♦ At the meeting of the Social and Economic Council held with representatives from the civil society, on 27th May, working groups were created with the aim of preparing proposals to be presented to the Convention at the meeting with the civil society to be held on 24th and 25th June 2002. The eight groups formed will be meeting, successively, during the first two weeks of June.

♦ At the meeting held on 17th May, the CELSIG working group, "territorial-subsidiarity cohesion", prepared its first text which will be sent to the Convention and will also be reproduced in our next issue of the bulletin.

Postal services

The directive on the liberalisation of postal services, including amendments by the European Parliament .../.

européen lors de sa séance du 13 mars dernier (voir bulletin 101/102) a été adoptée par le Conseil des ministres le 7 mai dernier. Ainsi, à partir de 2003, la libéralisation du marché touchera le courrier de plus de 100 grammes, et à partir de 2006, celui de plus de 50 grammes. En 2006, également, la Commission devra avoir réalisé une étude de l'impact de la libéralisation et sur l'opportunité d'une nouvelle étape de libéralisation en 2009.

Galileo

Suite aux décisions du Conseil des ministres du 26 mars dernier, le conseil "transports" a formellement adopté le 21 mai dernier le règlement créant l'entreprise commune chargée de gérer la phase de développement de Galileo (voir bulletin 103).

Marchés publics

Suite à l'avis du Parlement européen du 17 janvier dernier, le Conseil "marché intérieur" a adopté, le 21 mai, sa position commune sur la nouvelle proposition de directive relative aux marchés publics de services, de fourniture et de travaux qui intègre la prise en compte des facteurs sociaux et environnementaux. Il doit encore dégager un consensus en ce qui concerne les marchés publics dans les secteurs des services d'intérêt général - eau, énergie, transports - (voir bulletins 98, 90).

Cour de justice

Par un arrêt C-478/99, dans une affaire relative aux droits des consommateurs, la Cour de justice reconnaît la tradition juridique suédoise.

Cette tradition, commune aux pays nordiques, consiste à sortir du texte de la loi pour l'inclure dans l'exposé des motifs, tout ce qui a fait l'objet des travaux préparatoires. Les travaux préparatoires constituent, en Suède, un instrument majeur d'interprétation de la loi et leur consultation par les citoyens est organisée. La Commission considérait que l'annexe d'une directive devait être intégralement reprise dans la loi suédoise, ce que réfutait le gouvernement suédois.

Initiative

Dénonçant le déficit d'évaluation des services d'intérêt général, le CEEP (Centre européen des entreprises à participation publique et des entreprises d'intérêt économique général) vient de demander la création d'un observatoire européen chargé d'analyser les performances des services d'intérêt économique général. Cet observatoire serait lié au Parlement européen et son conseil d'orientation se composerait de représentants des pouvoirs publics, des consommateurs, des syndicats, des opérateurs et de la société civile.

Notre adresse E-mail :
celsig@noos.fr

at its session, on 13th March (see bulletin 101/102), was adopted by the Council of Ministers on 7th May 2002. Thus, starting from the year 2003, market liberalisation in this sector will concern mail above 100 grams and from 2006 it will cover mail weighing more than 50 grams. Also, in 2006, the Commission will be required to have finalised a study on the impact of liberalisation and on the worthiness of a further step in the liberalisation in 2009.

Galileo

Following the decision by the Council of Ministers on 26th March 2002, on 21 May the "transports" Council formally adopted the regulation setting up the joint firm responsible for the management of the development phase of Galileo (see bulletin 103).

Public procurement

Following the decision of the European Parliament made on 17 January 2002, on 21st May the "internal market" Council adopted its joint position on the new proposal for the directive concerning public procurement of services, supplies and works, which includes considerations of social and environmental factors. It still has to reach a consensus on issues concerning public procurement in sectors of services of general interest: water, energy, transports (see bulletins 98, 90).

Court of Justice

By a decision C- 478/99, in a case involving consumers' rights, the Court of Justice acknowledges the Swedish judicial tradition.

This tradition, common to all Nordic countries, consists in abandoning the final text of the law and considering instead, in the argumentation, all what was involved in the preparatory work of the text. In Sweden, preparatory work constitutes a major element in the interpretation of the law and its consultation by the public is organised. The Commission was considering that the annexe to a directive should be completely adopted into the Swedish law, to which the Swedish government was opposed.

Initiative

Protesting against the shortcomings in the assessment of services of general interest, the CEEP (European Centre of Enterprises with Public Participation and Enterprises of General Economic Interest), has asked for the creation of a European observatory responsible for the analysis of the performances of services of general economic interest. This observatory would be linked to the European Parliament and its council of orientation would be composed of representatives from public authorities, consumers, trade unions, operators and the civil society.

Our E-mail address is:
celsig@noos.fr

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@noos.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail *exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year*: €100. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.